Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Une poursuite accuse Trump et Assange d'être des agents russes

Les démocrates intensifient la chasse aux sorcières contre la Russie

Par Barry Grey
Mondialisation.ca, 23 avril 2018
wsws.org 21 avril 2018

Région : États-Unis, Russie et CEI
Thème: Loi et Justice, Services de renseignements

Dans une escalade majeure de la campagne anti-Russie, visant à la fois Moscou et l'administration Trump, le Comité national démocrate (DNC) a déposé vendredi une plainte contre le gouvernement russe, la campagne électorale de Trump et les hauts responsables de Trump, et WikiLeaks et Julian Assange, les accusant d'avoir comploté pour saper la campagne présidentielle de Hillary Clinton afin de faire élire Donald Trump.

L'action en justice qualifie essentiellement les accusés américains de traîtres.

La poursuite civile, qui cherche à obtenir des millions de dollars en dommages et intérêts, a été déposée devant le tribunal de district de Manhattan. La plainte légale de 66 pages du Parti démocrate ne contient aucune nouvelle information sur le prétendu piratage russe ou la collusion de la campagne de Donald Trump. Elle ne fait que reprendre le récit officiel basé sur le rapport publié début janvier 2017 par la CIA, le FBI, et le Bureau du directeur du renseignement national, qui n'a fourni aucune preuve substantielle de ses accusations, en ajoutant des révélations qui ont été faites plus tard dans les médias, comme les articles concernant la réunion à la Trump Tower en juin 2016 entre les responsables de la campagne Trump et des ressortissants russes.

Le procès répète le récit absurde que Clinton a perdu l'élection à cause de l'ingérence russe. En fait, elle a perdu parce qu'elle a mené une campagne de droite, en tant que candidate de l'*establishment* politique, militaire et des renseignements. Aussi, les travailleurs étaient massivement dégoûtés des démocrates après huit années d'Obama.

La poursuite et les déclarations du président de DNC, Tom Perez, ont tout d'une chasse aux sorcières maccartiste dans laquelle la Russie a été substituée à l'Union soviétique comme l'ennemi étranger contre lequel tous les Américains patriotes devraient s'unir. Les démocrates ont recours au type de rhétorique qui était la marque de commerce de la John Birch Society dans les années 1950, qui avait dénoncé Eisenhower comme un larbin du Kremlin.

Le Parti démocrate, avec cette action en justice, poursuit Trump et ses principaux collaborateurs pour avoir conspiré avec une puissance étrangère hostile contre les États-Unis. Le fait qu'il nomme Assange en tant que co-conspirateur montre clairement que le but n'est pas seulement d'évincer Trump et de créer une atmosphère de guerre contre la Russie, mais aussi de criminaliser l'opposition politique et d'imposer une censure stricte sur Internet.

La plainte entérine essentiellement la dénonciation d'Assange et de WikiLeaks par le directeur sortant de la CIA et le secrétaire d'État en exercice Mike Pompeo en tant qu'«agences de renseignement non étatiques d'une puissance étrangère hostile».

La poursuite souligne la base militariste et antidémocratique de l'opposition du Parti démocrate à Trump. Les démocrates, qui sont devenus le parti préféré des fractions dominantes au sein du complexe militaire et des renseignements ainsi que de grandes sections de l'élite financière et des grandes entreprises, ne s'opposent pas aux attaques brutales de l'administration fascisante contre la classe ouvrière, les immigrés et les droits démocratiques. Au contraire, il parle pour les fractions de la classe dirigeante qui exigent une politique militaire plus agressive contre la Russie à la fois en Syrie et en Europe de l'Est.

Dans un communiqué annonçant la poursuite, le président de DNC, Perez, a déclaré: «Pendant la campagne présidentielle de 2016, la Russie a lancé un assaut total sur notre démocratie et a trouvé un partenaire actif et volontaire dans la campagne de Donald Trump. Cela constituait un acte de trahison sans précédent: la campagne d'un candidat au poste de président des États-Unis en ligue avec une puissance étrangère hostile pour renforcer sa propre chance de remporter la présidence.»

Il a ajouté que la poursuite lancée par le Parti démocrate «n'est pas partisane, mais patriotique».

Cette accusation de trahison contre les accusés est énoncée dans le langage de la poursuite. Voici des extraits:

«À l'approche des élections de 2016, la Russie a lancé une attaque effrontée contre la démocratie américaine. La salve d'ouverture était une cyberattaque sur la DNC, menée en sol américain… La Russie a ensuite utilisé cette information volée pour promouvoir ses propres intérêts: déstabiliser l'environnement politique américain, dénigrer le candidat démocrate au poste de président et soutenir la campagne de Donald J. Trump, dont les politiques profiteraient au Kremlin.»

«Dans la campagne Trump, la Russie a trouvé un partenaire volontaire et actif dans cet effort… Des agents russes ont pénétré sur le réseau informatique de la DNC aux États-Unis, ainsi que d'autres comptes de courrier électronique, ils ont recueilli ces secrets commerciaux et ces autres données privées et les ont envoyé à l'accusé WikiLeaks, dont le fondateur, Assange, partageait l'objectif commun des accusés de nuire au Parti démocrate avant les élections.»

«La conspiration constituait un acte de trahison jusque-là inimaginable… Selon les lois de cette nation, la Russie et ses co-conspirateurs doivent subir les conséquences de ces actions».

La poursuite ne nomme pas Trump lui-même, mais elle liste comme défendeurs la campagne Trump, le conseiller de Trump, et son beau-fils, Jared Kushner, le fils de Trump Donald Trump, Jr., l'ancien président de campagne Paul Manafort, un confident de Trump Roger Stone, le conseiller de campagne George Papadopolous, l'assistant de la campagne Richard Gates, les hommes d'affaires russes Aras Agalarov et son fils Emin Agalarov, le professeur Joseph Mifsud basé à Londres, WikiLeaks, Assange et 10 sans nom «Pierre Untel».

Manafort, Gates et Papadopolous ont déjà été inculpés par le conseiller spécial Robert Mueller, qui dirige l'enquête du ministère de la Justice sur une prétendue «ingérence» russe et une possible collusion de la campagne Trump. Gates et Papadapolous ont plaidé coupables à des accusations de parjure et ont accepté de coopérer avec l'enquête Mueller. Manafort conteste son inculpation devant le tribunal.

Le caractère politiquement sale de la campagne anti-Russie des démocrates a été souligné vendredi par la publication dans le *New York Times* d'un article d'opinion du sénateur républicain Cory Gardner du Colorado, un ultra-réactionnaire du type «John Birch Society». Dans son commentaire, Gardner appelle le département d'État à placer la Russie sur sa liste des États soutenant le terrorisme, aux côtés de la Syrie et de l'Iran.

Le dépôt de la poursuite survient une semaine après la frappe de missiles contre la Syrie menée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France sur la base d'accusations fabriquées d'une attaque au gaz contre des civils dans la Ghouta orientale dans la ville de Douma. À la suite de cette action criminelle, les médias et les politiciens des deux partis ont exigé une guerre beaucoup plus large en Syrie et une posture militaire plus agressive envers les forces russes et iraniennes dans le pays.

De nouvelles provocations et de nouveaux prétextes dirigés contre la Russie émergent pratiquement chaque jour pour préparer le terrain à une guerre à grande échelle en Syrie et à un éventuel conflit militaire avec la Russie, qui est dotée de l'arme nucléaire. Cette campagne de guerre est propulsée par la convergence des tensions économiques et commerciales croissantes, l'aggravation des conflits géopolitiques entre les États-Unis et leurs alliés européens, l'intensification de la guerre politique à Washington et la montée de la résistance des travailleurs à l'austérité et aux inégalités, exprimée dans la vague actuelle de grèves des enseignants.

Le combat des fractions au sein de la classe dirigeante et de l'État américains atteint une ampleur sans précédent. Après le récent raid du FBI sur l'avocat personnel de Trump, Michael Cohen, qui menace le président d'inculpations possibles pour ses opérations commerciales corrompues, la guerre civile entre la Maison-Blanche et le principal organisme de police fédérale, le FBI, est devenue plus explosive encore.

James Comey, que Trump a licencié en tant que directeur du FBI en mai dernier, fait la promotion de son nouveau livre en donnant des interviews dans lesquelles il dénonce Trump comme un menteur, une figure de type mafieux et un probable pervers sexuel. Vendredi, les notes de Comey sur ses rencontres privées avec Trump, dans lesquelles il accuse Trump d'avoir fait pression sur lui pour qu'il laisse tomber les enquêtes liées aux allégations de la Russie, ont été divulguées à la presse.

Les deux parties qualifient désormais leurs opposants politiques de criminels et les menacent de poursuites pénales et d'emprisonnement. Trump a dénoncé Comey comme un menteur et une «ordure» et a demandé qu'il soit poursuivi. L'ancien directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe, renvoyé le mois dernier par le procureur général de Trump, est visé par d'éventuelles poursuites pénales par l'inspecteur général du ministère de la Justice.

Dans ces conditions, la poursuite des démocrates vise à promouvoir une politique de guerre élargie à l'étranger et de répression politique dans le pays et, si nécessaire, à remplacer Trump par un nouveau président également réactionnaire, mais plus compétent et plus fiable pour la classe dirigeante américaine.

Article paru d’abord en anglais, WSWS, le 21 avril 2018

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Barry Grey, wsws.org, 2018

Articles Par : Barry Grey

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l’utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca